



iStock.com/silverjohn

La dernière position d'Israël

Dans le mode de retrait à grande échelle, depuis les accords d'Oslo en 1993, Israël se retrouve, maintenant, avec peu de choses à donner—excepté la moitié de Jérusalem.

- Stephen Flurry
- [22/08/2007](#)

S'adressant au parlement d'Israël, lors du Jérusalem Day, il y a 10 ans, le Premier ministre d'alors—Benjamin Netanyahu a commenté la victoire étourdissante des Juifs dans la guerre des Six Jours, de 1967: «La signification principale de cette... victoire, c'est que Jérusalem restera unie et sous l'entière souveraineté israélienne pour l'éternité.» Durant cette même célébration à la Knesset, le président sortant du Parti travailliste, Shimon Peres, le rival politique de B. Netanyahu, a dit que Jérusalem «doit être reconnue comme la capitale indivisible d'Israël. Nous ne pouvons lui permettre d'être blessée ou divisée de nouveau.» Ehud Olmert, maire de Jérusalem à l'époque, a aussi martelé l'importance de garder Jérusalem unifiée: «Seulement en tant qu'une seule ville, comme capitale d'un seul peuple, continuera-t-elle d'exister, de prospérer et d'être construite.»

Beaucoup de commentateurs israéliens croient que le slogan d'E. Olmert («Peres divisera Jérusalem»), c'est ce qui a catapulté Ehud Barak à la direction du Parti travailliste en 1997. Selon E. Barak, la position des travaillistes sur Jérusalem ne changera jamais: «L'unité de Jérusalem et la souveraineté israélienne dans une Jérusalem unie sont une pierre angulaire de notre politique. C'est ainsi que le gouvernement travailliste a agi dans le passé, et c'est ainsi que nous agirons dans l'avenir» (Jerusalem Post, du 11 décembre 1997).

À peu près au même moment, le Capitole, à Washington, était presque aussi unanime dans son soutien, en faveur d'une Jérusalem unie, que ne l'était la Knesset. Vers la fin de 1995, la Chambre des députés a voté à 374 voix contre 37 en faveur du déménagement de l'Ambassade américaine de Tel-Aviv à Jérusalem avant le milieu de 1999. Le Sénat a adopté la mesure à 93 voix contre 5. Même si le Président Bill Clinton était contre le déménagement (et ne l'a jamais mené à terme), le vote a quand même signifié l'écrasant soutien américain, non seulement pour que Jérusalem reste unie sous le contrôle juif, mais aussi pour qu'elle serve de capitale à Israël - quelque chose que la communauté internationale n'avait jamais reconnu.

Quand B. Netanyahu a parlé devant le Congrès, le 10 juillet 1996, il a remercié les législateurs de leur vote pour le transfert de l'ambassade. Le congrès lui a fait une ovation après qu'il a écarté les revendications palestiniennes pour le contrôle d'une partie de Jérusalem. Jérusalem ne sera jamais redivisée, a assuré B. Netanyahu à cette assemblée qui lui était acquise: «Nous ne permettrons pas à un Berlin d'être érigé à l'intérieur de Jérusalem!»

Comme les temps ont changé en 10 ans! Aujourd'hui, Jérusalem est une ville unie seulement dans le nom.

La capitulation Clinton-Barak

En dépit de l'assurance d'Ehud Barak du contraire, la politique de longue date d'Israël consistant en une Jérusalem unie, servant de capitale, a été inversée un an après qu'il a évincé B. Netanyahu en 1999.

Vers la fin de la première année de son mandat, en mai 2000, avec le soutien populaire en Israël, E. Barak a retiré les

troupes israéliennes de la zone de sécurité au Liban sud. Néanmoins, sur la question de Jérusalem, il semblait inébranlable. Ce même mois, lors du Jérusalem Day, E. Barak a fait cette déclaration de célébration concernant la capitale de la nation: «Seuls ceux qui ne comprennent pas la profondeur du lien émotionnel total du peuple juif pour Jérusalem, seuls ceux qui sont complètement éloignés de la vision de la nation, de la poésie de la vie de cette nation, de sa foi et de l'espoir qu'elle a caressé pendant des générations—seules les personnes appartenant à cette catégorie-là pourraient peut-être nourrir la pensée que l'État d'Israël pourrait concéder ne serait-ce qu'une partie de Jérusalem.»

Le 10 juillet, le jour avant qu'E. Barak parte pour l'Amérique pour négocier la paix avec Yasser Arafat, il a rappelé à la Knesset les «lignes rouges» qu'il avait tracées dans les préliminaires aux pourparlers de paix qui, d'une part, n'incluaient aucun retour aux frontières de 1967, et d'autre part, maintenaient «une Jérusalem unie sous la souveraineté israélienne» (le New York Times, du 10 juillet 2000).

Mais ensuite, quelques jours plus tard, E. Barak a inexplicablement proposé de diviser, à nouveau, la ville-capitale.

Œuvrant à Camp David avec le Président Clinton, qui était dans la dernière année de son mandat présidentiel, E. Barak voulait, désespérément, traiter avec Y. Arafat avant que le paysage politique américain ne change. Pour sa part, le Président Clinton était, également, résolu à négocier la paix entre Juifs et Palestiniens dans l'espoir de réparer un legs qui avait été sérieusement endommagé par de nombreux scandales pendant son deuxième mandat.

Dans un mouvement aussi surprenant que ravissant, pour le Président Clinton, E. Barak a accepté d'abandonner la plupart des quartiers arabes dans Jérusalem-est et une grande partie de la Vieille ville, en permettant même aux Arabes d'être les «gardiens» du mont du Temple. C'était la toute première fois qu'un Premier ministre israélien ait jamais offert de rediviser la ville.

«De 1967 à 2000, la porte pour le retrait israélien de Jérusalem a été fermée, dans une grande mesure», a écrit l'ancien ambassadeur israélien aux Nations unies, Dore Gold, dans son récent livre *La lutte pour Jérusalem*. Mais pendant les réunions de Camp David, B. Clinton et E. Barak ont largement ouvert cette porte. C'était un stupéfiant renversement de ce qui avait été une position israélienne dure et ferme: une Jérusalem unie comme capitale d'Israël.

«Arafat, écrit Gold, avait subitement plus de la moitié de la Vieille ville de Jérusalem dans sa poigne.» Pourtant pour B. Clinton et E. Barak—qui tous les deux croyaient fermement dans la stratégie d'une terre pour la paix—la réponse de Y. Arafat à leur ouverture a dû être un grand choc. Il voulait la souveraineté complète sur le mont du Temple et Jérusalem-est. Selon un journal arabe, Y. Arafat a répondu à leur offre en disant: «Je ne serai d'accord avec aucune présence souveraine israélienne à Jérusalem ni dans le quartier arménien ni dans la mosquée Al-Aqsa, ou dans la Via Dolorosa ou encore dans l'Église du Saint-sépulcre. Ils peuvent nous occuper par la force, parce que nous sommes plus faibles maintenant, mais dans deux ans, dix ans, ou cent ans, il y aura quelqu'un qui libérera Jérusalem» (memri, le 28 août 2000).

Ainsi, deux jours plus tard, le sommet de Camp David se terminait sans traité. Rendant les choses pires pour Israël, Y. Arafat rentra chez lui, et établit des plans pour une autre insurrection palestinienne contre Israël—utilisant la visite d'Ariel Sharon, en septembre, au mont du Temple comme une gâchette pour la deuxième intifada. D. Gold a écrit que, si l'on peut dire quelque chose, c'est que la conférence de paix a eu l'air d'avoir durci la position de Y. Arafat. «Arafat a appelé sa nouvelle guerre 'l'intifada Al-Aqsa'», a écrit D. Gold. «Le nom induisait intentionnellement en erreur, en impliquant que la mosquée Al-Aqsa du mont du Temple était en danger. Il reflétait aussi un effort visant à mobiliser les Palestiniens, et à signaler, de manière plus large, au monde arabe, le début d'une *campagne pour capturer Jérusalem*. Radio Palestine [appartenant à l'Organisation pour la libération de la Palestine] a demandé aux Palestiniens de se ruer pour défendre le mont du Temple, pendant que le Hamas, l'organisation terroriste qui a commencé comme branche palestinienne de la Fraternité musulmane fondamentaliste, distribuait des prospectus visant au même effet. Depuis ce temps-là, les Israéliens ont subi une vague ininterrompue de tirs de tireurs embusqués, de missiles et d'attaques-suicides principalement dirigée contre les civils» (op. cité).

Néanmoins, le Président Clinton et le Premier ministre Barak, comme s'ils étaient oublieux de la réalité, ont poussé de l'avant avec une autre proposition pour «la paix» qui contraindrait Israël à abandonner la moitié de Jérusalem. En décembre 2000, B. Clinton et E. Barak ont adouci les choses pour Y. Arafat, en offrant aux Palestiniens *tous* les quartiers arabes dans Jérusalem-est, ainsi que le contrôle illimité du mont du Temple—en réalité, *récompensant généreusement Y. Arafat pour sa violente révolte*. Ils lui ont offert tout ce qu'il a demandé à Camp David.

À ce stade, pourtant, Y. Arafat a voulu *plus*. Il a, alors, rejeté leur deuxième proposition, et a provoqué l'intifada Au cours des cinq années suivantes, 500 attaques suicides contre Israël ont fait plus de mille victimes juives.

Tollé public

Dès que les Israéliens ont eu vent de la négociation fourbe de Barak—et du fait qu'ils avaient presque perdu la moitié de leur capitale sans avoir eu leur mot à dire—ils se sont levés en masse pour exprimer leur dégoût pour son administration. Lors d'une manifestation organisée, en janvier 2001, par Ehud Olmert, 400 000 Israéliens d'un peu partout dans le pays se sont rassemblés à l'entrée de la Porte de Jaffa de la Vieille ville. Étiqueté «Une Jérusalem» l'événement a attiré le plus grand groupe de manifestants dans l'histoire d'Israël.

«Je n'ai jamais été aussi profondément ému que je le suis, maintenant, de vous voir tous si serrés, dans les rues de Jérusalem, si enthousiastes et si exaltés», a dit le maire Olmert. «Ce n'est pas un rassemblement politique. C'est

l'expression du lien émotionnel profond du peuple d'Israël pour notre capitale éternelle et indivisée.»

Le tollé était suffisamment élevé pour que E. Barak soit éjecté de sa fonction. Au cours d'élections spéciales, peu de temps après, il a été écrasé par le Likoud d'Ariel Sharon après avoir servi seulement deux ans sur les six que comportait son mandat.

Mais, dans un sens, les dommages des offres de E. Barak à Y. Arafat avaient déjà été causés. «Barak et Clinton s'attendaient à ce que les concessions israéliennes, sans précédent, convainquent les Palestiniens de l'engagement authentique des Israéliens pour la paix», a écrit D. Gold. «Mais au lieu de cela le *bris des tabous diplomatiques israéliens* A OUVERT LA BOÎTE DE PANDORE» (ibid.).

La signification réelle des négociations ratées entre E. Barak et Y. Arafat, en 2000, n'est pas le fait que Y. Arafat a refusé d'accepter la moitié de Jérusalem—*c'est qu'un Premier ministre israélien a, en réalité, fait l'offre* Avant juillet 2000, cela n'était jamais arrivé.

Mais avec Jérusalem, maintenant sur la table, comme faisant partie du marchandage, Israël avait révélé sa position aux Arabes. L'opinion publique juive n'était pas importante pour les Palestiniens. Tout ce qui comptait, c'était que les négociateurs israéliens étaient à présent *disposés* à répartir Jérusalem.

Le plan de répartition d'E. Olmert

Après la trahison d'E. Barak, tout air d'invincibilité qu'Israël peut avoir eu, à une certaine époque, était presque désintégré.

En réponse à la deuxième intifada, le successeur d'E. Barak, Ariel Sharon, a érigé le «mur de défense» d'Israël—745 km de barrières composées de murs en béton, de fossés, de clôtures, de fil de fer barbelé et de caméras de sécurité. Et pendant que le mur réduisait, de façon significative, la menace d'attaques suicides en Israël proprement dit, on pourrait aussi soutenir que la barrière elle-même signifiait une cession du territoire situé de l'autre côté.

En septembre 2005, A. Sharon a unilatéralement retiré toutes les forces israéliennes de Gaza après que 14 000 militaires faisaient sortir sous escorte, dans certains cas *forçaient*, environ 9 000 colons juifs. C'était le premier retrait territorial complet d'Israël depuis la cession de la Péninsule du Sinaï à l'Égypte, en 1979. Et cela s'est produit sans aucune assurance de l'OLP qu'il désarmerait l'aile terroriste du Hamas, dont la position politique intransigeante a toujours été la destruction d'Israël.

Pendant les élections libres, juste quelques mois après le départ d'Israël, les Palestiniens ont laissé peu de doute sur ce qu'ils considéraient être la cause principale du retrait d'Israël de Gaza: le terrorisme! Pourquoi, autrement, auraient-ils élu un Hamas majoritaire au Conseil législatif palestinien?

Pendant ce temps, quelques semaines avant la victoire du Hamas, Israël a été secoué par un bouleversement politique quand Ariel Sharon a eu une attaque foudroyante. Cela a dégagé la voie pour que quelqu'un d'autre occupe le poste de Premier ministre: l'ancien maire de Jérusalem, Ehud Olmert. Mais, de fait, E. Olmert était une pure ombre de l'homme qu'il prétendait être en tant que maire.

Plusieurs années étaient passées. La boîte de Pandore avait été ouverte. À ce moment-là, les Nations unies, les États-Unis, l'Union européenne, les Palestiniens—*même les Juifs*—discutaient maintenant de la capitulation de Jérusalem-est. En décembre 2005, un sondage publié par *Yedioth Ahronoth* a constaté qu'environ la moitié des Israéliens soutenaient l'idée de renoncement des parties arabes de Jérusalem-est, si cela pouvait solidifier un traité de paix avec les Palestiniens. Un véritable changement par rapport au tollé public des années précédentes.

Juste avant que les résultats du sondage aient été publiés, le *Jérusalem Newswire* a dit qu'E. Olmert avait «à plus d'une occasion déclaré qu'Israël devrait finalement renoncer au rêve d'une Jérusalem éternellement unie sous la souveraineté juive» (13 décembre 2005). Et ainsi, après à peine un mois en fonction, l'homme qui avait forgé l'expression «Peres divisera Jérusalem», qui avait organisé, en 2001, le jour célébrant «Une Jérusalem», qui avait dit qu'il y avait un lien émotionnel profond entre les Israéliens et leur «capitale éternelle et indivisée», a révélé sa proposition consistant à offrir des portions de Jérusalem-est aux Palestiniens.

Au début de mai 2006, le juriste de Kadima, Otniel Schneller, a dit à l'Associated Press que le gouvernement d'E. Olmert concevait un plan pour rediviser Jérusalem. Bien entendu, il a insisté sur le fait qu'E. Olmert ne divisait pas la ville—mais la partageait seulement. Mais ce plan, comme chaque autre retrait, au cours des dernières années, appelle à évacuer les Juifs des quartiers arabes. «Ces mêmes quartiers, dans mon évaluation, seront centraux au rabibochage de la capitale palestinienne... al-Quds» a dit O. Schneller, faisant allusion au nom arabe pour Jérusalem.

Simultanément avec la remise de Jérusalem-est, le plan d'E. Olmert appelle au démantèlement de nombreuses colonies juives de Cisjordanie, nuisant aux moyens d'existence de dizaines de milliers de Juifs. La barrière mitoyenne séparant Israël de la Cisjordanie serait alors déplacée vers l'ouest dans la région de Jérusalem, coupant la ville en deux, ce qui signifie que les quartiers arabes de Jérusalem-est ne seraient plus isolés des quartiers palestiniens de Cisjordanie. Évidemment, cela signifie aussi que l'on ne pourrait plus empêcher des terroristes de Cisjordanie d'entrer dans Jérusalem.

La Vieille ville, incluant le mont du Temple, selon O. Schneller, resterait sous le contrôle israélien, mais ferait partie d'une

«région spéciale avec des arrangements spéciaux» - que les Arabes n'accepteront évidemment jamais. En tout cas, E. Olmert est prêt à aller de l'avant avec son plan, même sans plus de négociations avec les Palestiniens. Il espère le mettre en place avant 2010.

«Une division de Jérusalem semble réaliste pour la première fois», a écrit l'Associated Press. «Le plan reflète un profond changement dans la pensée de la plupart des Israéliens, qui considéraient autrefois comme sacrilège l'idée d'abandonner toute partie de la ville sainte.

«Depuis qu'Israël avait conquis Jérusalem-est, de la Jordanie, dans la guerre du Proche-Orient de 1967, les Israéliens avaient été grandement d'accord sur le fait que la ville ne pourrait jamais être divisée de nouveau. Mais après cinq ans de massacre d'intifada, les électeurs israéliens ont installé le parti Kadima d'E. Olmert aux commandes... avec pour plate-forme de se séparer des Palestiniens pour le bien de l'état juif» (le 5 mai 2006).

Et même après que le retrait d'Israël de la Bande de Gaza en 2005 ait transformé cette région en refuge pour l'activité terroriste; même après que le Hezbollah ait lancé une guerre l'été dernier dans la région qu'E. Barak a évacué dans le sud-Liban en 2000; les électeurs israéliens tiennent ferme à cette plate-forme de retrait. Un sondage réalisé par l'Institut de Jérusalem pour les Études israéliennes au début de cette année a montré que pendant que 84 pour cent de Juifs israéliens croient qu'une paix authentique avec les Palestiniens n'est pas possible, *57 pour cent sont disposés à faire des concessions sur Jérusalem* pour obtenir un accord de paix.

La volonté brisée

Même quand Israël vide ses poches à la table des négociations, les Palestiniens se préparent sans aucun doute à la quitter, tout comme Arafat, en 2000. S'ils ont appris quelque chose de l'histoire récente, c'est qu'ils peuvent obtenir *BEAUCOUP PLUS en échange de la violence*. Et combien plus satisfaisante sera finalement leur conquête quand ils humilieront les Juifs en prenant de force la moitié de la ville, comme la prophétie biblique dit que cela arrivera (Zacharie 14:1-2).

Mais la prophétie de Zacharie est sur le point d'être réalisée seulement à cause d'une autre prophétie qui, en partie, s'est déjà produite.

Osée 5:13 dit: «Éphraïm voit son mal, et Juda ses plaies; Éphraïm se rend en Assyrie, et s'adresse au roi Jareb; mais ce roi ne pourra ni vous guérir, ni porter remède à vos plaies.» Cette blessure, comme la *Trompette* l'a souvent expliqué, est le processus de paix arabo-israélien. Un ancien chef israélien l'a décrit comme un processus «de marchandage». Israël marchande—les Arabes récoltent.

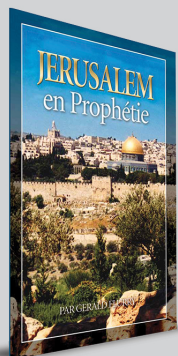
Mais c'est encore pire! Les Arabes *utilisent* le processus de paix pour DÉTRUIRE ISRAËL. Même si Israël se retire, pose les armes et continue à négocier, les terroristes continueront à pousser pour obtenir de plus grands gains par des enlèvements, des attaques de missiles et des attaques-suicides jusqu'à ce que, comme Y. Arafat l'a dit à la fin de Camp David, ils soient finalement assez forts pour «libérer» Jérusalem.

Mais la partie tragiquement triste de ce scénario, c'est que les Juifs sont disposés à en donner la majorité maintenant même, sans combat! Quel changement remarquable dans leur pensée—même de ce qu'elle était il y a quelques années, à peine, quand des centaines de milliers de Juifs, de tout le peuple, se sont rassemblés dans la Vieille ville avec Ehud Olmert pour montrer leur soutien en faveur d'une Jérusalem unie.

Les festivités du Jérusalem Day, de cette année, étaient loin d'être aussi grandes que dans les années passées, quand bien même c'était le 40^{ème} anniversaire de Jérusalem comme ville unie. Beaucoup de membres de la Knesset étaient franchement en colère à cause du nombre d'ambassadeurs étrangers, y compris l'ambassadeur américain, qui ont choisi de boycotter les célébrations.

Mais comme le président de la Fondation de Jérusalem, Ruth Cheshin, l'a noté, les politiciens israéliens devraient se regarder d'abord. Ce sont ceux qui, année après année, assistent à ces célébrations, font des discours vibrants, et donnent ensuite le dos à leur ville capitale. «Cela fait quatre décennies que les Premiers ministres et les ministres qui s'occupent des affaires de Jérusalem apparaissent aux célébrations annuelles de Jérusalem, et déclarent que beaucoup doit être fait pour Jérusalem. Ces promesses sont vides de contenu, et se dissipent le jour suivant», a dit R. Cheshin au *Jérusalem Post* le 16 mai. Elle a fait ses remarques peu après qu'une étude révélait que la population juive de Jérusalem pourrait être réduite à une majorité de 60 pour cent avant 2020.

R. Cheshin a conclu: «L'Histoire jugera sûrement tous ceux qui ont été à la barre du gouvernement, et ne se sont pas donnés la peine de sauver et de cultiver Jérusalem.» ■



**Téléchargez, ou
commandez votre
copie gratuite de**

Jérusalem selon la prophétie

maintenant en cliquant ici.